

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 19 janvier 2026

CHIFFRE A RETENIR

6,38

Le taux de change USD/LYD suite à la dévaluation de 14,7% du dinar libyen opérée par la Banque Centrale de Libye

Tunisie

Octroi d'un prêt de 190 M EUR à Tunisie Telecom par la BERD

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé l'octroi d'un prêt pouvant atteindre 190 M EUR à Tunisie Telecom, destiné à soutenir la modernisation de l'infrastructure numérique de la Tunisie et la transformation de l'opérateur. Ce financement est structuré en quatre tranches dont une tranche de 50 M EUR accordée sans garantie souveraine, une première pour le secteur public tunisien depuis 2012. Le prêt est complété par une subvention de 11 M EUR de l'Union européenne au titre de la *Neighbourhood Investment Platform* (NIP), combinant un volet investissement et une assistance technique.

Sur le plan opérationnel, ce financement permettra de mettre en œuvre un programme d'investissements pluriannuel comprenant la modernisation des réseaux mobiles de la 4G vers la 5G, l'extension des infrastructures de fibre optique, le

raccordement à la fibre d'environ 200 000 foyers, ainsi que la modernisation du réseau de transport et des infrastructures télécoms, parallèlement à des investissements dans l'efficacité énergétique et la production d'énergie. Il renforcera également la connectivité internationale de la Tunisie grâce au raccordement de Tunisie Telecom au câble sous-marin MEDUSA. Plus largement, le programme de transformation associé cible le développement des compétences, la durabilité, la numérisation, la cybersécurité et les réformes stratégiques, afin d'améliorer l'efficacité, la résilience et la compétitivité à long terme de l'opérateur.

La contribution directe du secteur touristique au PIB de la Tunisie s'est élevée à 5,1% en 2024

Selon le [Compte Satellite du Tourisme](#) (CST) publié le 16 janvier 2026 par l'Institut National de la Statistique (INS), le secteur touristique a généré un Produit intérieur brut direct (PIBDT) de 8,1 Mds TND (environ 2,4 Mds EUR) en 2024 (contre 7,5 Mds TND en

2023), soit une contribution directe au PIB tunisien de 5,1% (contre 5% en 2023). En 2024, les dépenses de consommation touristiques, qui peuvent être assimilées à la contribution totale du secteur touristique (directe et indirecte), ont progressé de 10,2% pour s'établir à 16,1 Mds TND (4,7 Mds EUR), soit 10,6% de la valeur ajoutée brute totale (contre 10,2% en 2023). Cette croissance est notamment attribuable à la hausse des dépenses de consommation des touristes internationaux (+12,5% à 11,8 Mds TND) et la reprise des dépenses de consommation des touristes résidents (+4,3% à 4,3 Mds TND, après avoir reculé de 14% en 2023).

Par produits, les dépenses de consommation des touristes non-résidents se concentrent principalement sur l'hébergement (41% de leurs dépenses de consommation) et le transport (21%) alors que les touristes résidents privilégient les produits de consommations (31% de leurs dépenses), puis l'hébergement (27%).

Pour rappel, le nombre de visiteurs étrangers a atteint 8,9 M en 2024, en hausse de 10% sur un an. Cette fréquentation est principalement portée par la clientèle algérienne (3,5 M de visiteurs), libyenne (2,1 M) et française (1,1 M).

Signature d'un accord commercial entre les compagnies aériennes Tunisair et Etihad Airways

Tunisair et Etihad Airways ont [conclu](#), le 16 janvier 2026, un accord de codeshare visant à renforcer leur coopération commerciale et la connectivité entre la Tunisie et le Golfe. Ce partenariat (paraphé par Mme Halima Ibrahim Khouaja, chargée de la Direction générale de Tunisair, et M. Antonoaldo Neves, directeur général d'Etihad Airways) permettra aux passagers de voyager entre Tunis et Abu Dhabi avec un billet unique, un enregistrement simplifié et un

acheminement direct des bagages, sur des vols opérés par Etihad sous les codes des deux compagnies. Pour Tunisair, l'accord élargit les possibilités de correspondances vers l'Asie et le Moyen-Orient, tandis qu'Etihad consolide sa présence en Afrique du Nord. Les deux compagnies soulignent que cette alliance s'inscrit dans le développement des échanges économiques, touristiques et culturels entre la Tunisie et les Émirats arabes unis.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	59	60,4
Croissance du PIB réel, en %	1,6	2,5	2,1
Taux d'investissement, en % du PIB	-	-	-
Taux d'épargne, en % du PIB	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	5,9	6,1
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,3	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	27,9	27,5	27,4
Dépenses publiques, en % du PIB	33,8	32,9	32,6
Dette publique, en % du PIB	83,3	80,6	82,6
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-3,1	-3,3
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,7	7,9
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	B-/CAA1 stable	-

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T3 2025	+2,4%	-0,6 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T3 2025	15,4%	+0,1 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Déc. 2025	4,9%	0 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 31/12/2025	8 097 M TND	+6,5% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 31/12/2025	8 762 M TND	+6% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7%	-1 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 22/01/2026	106 jours	-13 jours
USD/TND	Au 21/01/2026	2,89	-9,73%*
EUR/TND	Au 21/01/2026	3,36	+1,41%

* Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.

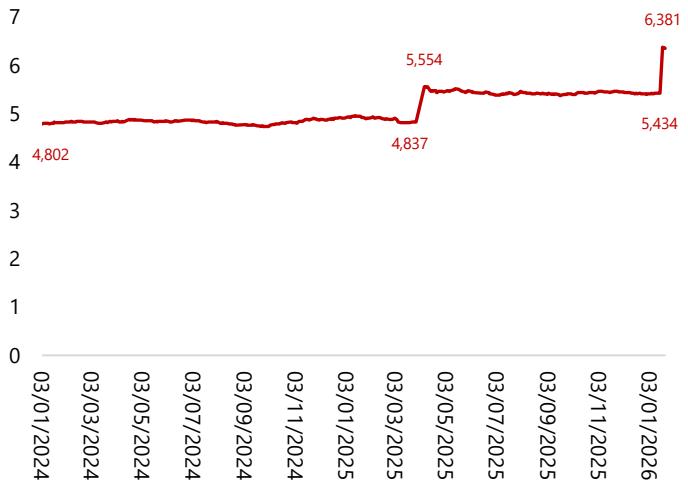
Sources : INS, BCT.

Libye

La Banque centrale dévalue le dinar de 14,7% dans un contexte de pressions économiques et financières persistantes

Dans un [communiqué](#) publié le 18 janvier 2026, la Banque centrale de Libye (BCL) a annoncé une dévaluation de 14,7% du dinar libyen par rapport à un panier de devises (USD, EUR, GBP, JPY et CNY). Le taux de change officiel est ainsi passé de 5,43 à 6,38 LYD pour un dollar, marquant la deuxième dévaluation en moins d'un an, après celle de 13,3% en avril 2025. La BCL justifie cette décision par la persistance de pressions macroéconomiques et financières, liées à l'absence de budget unifié et à une croissance non soutenable des dépenses publiques et extrabudgétaires qui continuent de peser sur les réserves en devises. L'ajustement du taux officiel intervient ainsi dans un contexte de forte dépréciation du dinar sur le marché parallèle, où le dollar américain s'est échangé jusqu'à 9 LYD avant de se replier autour de 8,7 LYD, un plus haut niveau depuis décembre 2017. Cette décision fait également suite aux conclusions du comité de politique monétaire, réuni quelques jours plus tôt, qui avait validé un ensemble de réformes de politique monétaire et commerciale visant à soutenir la stabilité du marché des changes, contenir le développement du marché parallèle et préserver les réserves de change.

Evolution du taux de change journalier moyen USD/LYD.



Source : données BCL.

En 2025, 85% des revenus de l'Etat proviennent du secteur pétrolier selon la BCL

La Banque centrale de Libye (BCL) a publié, le 19 janvier 2026, son [rapport](#) sur l'exécution du budget de l'État pour l'année 2025. À fin décembre, les recettes publiques ont atteint 25,9 Mds USD, dont 85% proviennent du secteur pétrolier, à travers les revenus du pétrole (18,8 Mds USD) et les redevances pétrolières (3,3 Mds USD). En revanche, les recettes fiscales, principalement composées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, ainsi que les recettes douanières restent marginales, représentant à peine 500 M USD. Par ailleurs, la BCL a indiqué avoir collecté près de 2,6 Mds USD de revenus divers (10% des dépenses), comprenant notamment des montants perçus au titre de commissions liées à des services publics rendus par l'État dans certaines municipalités (frais de passeport, immatriculation de véhicules, etc.).

Du côté des dépenses, celles-ci ont atteint à 25,9 Mds USD en 2025 et demeurent dominées par la masse salariale (13,9 Mds

USD, soit 54% des dépenses) et les subventions, principalement destinées aux carburants et aux allocations sociales, qui s'élèvent à 6,5 Mds USD (25% des dépenses). Les dépenses d'investissements s'établissent quant à elles à 3,8 Mds USD (soit 15% des dépenses) et 1,7 Md USD a été engagé au titre des dépenses d'acquisition de biens et services (6,6% des dépenses).

Par ailleurs, la BCL a indiqué avoir collecté l'équivalent de 4,4 Mds USD dans le cadre de la taxe sur les ventes de devises étrangères. Hors recettes issues de cette taxe, le solde budgétaire est quasi nul en 2025.

Les dépenses en devises, principalement destinées au paiement des importations, aux transferts personnels et aux versements à certaines entreprises publiques, ont quant à elles atteint 31,1 Mds USD, entraînant une sortie nette de devises de l'ordre de 9 Mds USD à fin décembre 2025.

Réunion entre le procureur général, Bureau d'audit, la BCL, la NOC et les ministères de l'Economie et des Finances au sujet du secteur pétrolier

Le 20 janvier 2026 s'est tenue une [réunion](#) entre le président du Bureau central d'audit M. Khaled Shakshak, le gouverneur de la Banque centrale de Libye M. Naji Issa, le président de la National Oil Corporation (NOC) M. Masoud Suleiman, le ministre des Finances du GUN M. Khaled Al-Mabrouk et de l'Économie M. Mohamed Al-Hwejj à l'initiative du procureur général M. Seddik Al-Sour. La réunion a examiné plusieurs questions, dont la production et la commercialisation des produits pétrolier, les importations de carburant, les lettres de crédit, les obstacles à la bonne gestion des devises étrangères et leurs répercussions sur l'économie nationale.

Une première réunion sous un format similaire s'était tenue le 25 novembre dernier à la demande du président du Bureau d'audit M. Khaled Shakshak dans un contexte de suspicion de détournement des ressources pétrolières, relayée par l'ONG « The Sentry » dans un [récent rapport](#). Le procureur général avait ainsi ordonné l'arrestation du directeur général de la Brega (filiale de distribution de carburant de la NOC), M. Fuad Belrahim.

La BAfD anticipe une croissance du PIB à 12,4% en 2025

La Banque Africaine de Développement (BAfD) a publié le 8 décembre dernier son rapport 2025 pour la Libye intitulé « [Tirer le meilleur parti du capital de la Libye pour favoriser son développement](#) ». A l'occasion de cette publication, la BAfD a notamment revu à la hausse [ses prévisions de croissance](#) pour l'économie libyenne. En supposant une relative stabilité politique et une augmentation de la production pétrolière, l'activité économique, qui s'est légèrement contractée en 2024 (-0,4%), devrait rebondir à 12,4% en 2025 (+5,5 points de pourcentage - p.p. par rapport à ses précédentes prévisions), avant de retomber à 4% en 2026 (+1,1 p.p.). Le déficit budgétaire, tombé à 25% du PIB en 2024 en raison d'une hausse significative des dépenses publiques dans l'Est du pays, devrait nettement se contracter à 4,2% du PIB en 2025, puis à 2,3% en 2026, soutenu par la hausse des recettes pétrolières. Le compte courant redeviendrait excédentaire (+8,5% du PIB en 2025 et +4,8% en 2026, contre -2,3% en 2024), tiré par le redressement des exportations pétrolières. [Concernant le capital](#) : (i) le **capital fiscal** demeure fortement dépendant des revenus pétroliers, avec des recettes fiscales très faibles (2% du total des recettes en 2024) et une structure de dépenses rigide dominée par les salaires publics et les subventions ; (ii) le **capital naturel**, bien que substantiel

(hydrocarbures, minéraux, ENR), est peu valorisé en raison de l'insuffisance des investissements publics, de cadres juridiques obsolètes, d'un déficit de transparence et de pratiques illégales ; (iii) le **capital d'affaires** reste contraint par la petite taille et l'informalité du secteur privé, concentré sur le commerce et faiblement créateur d'emplois, dans un contexte de déficits d'infrastructures et de difficultés d'accès au financement ; (iv) le **capital humain** affiche des indicateurs sociaux satisfaisants mais souffre d'un système éducatif peu aligné sur les besoins du marché du travail, de pénuries de compétences et de fortes disparités territoriales ; (v) le **capital financier** reste peu développé, marqué par la prédominance des banques publiques, la faiblesse des marchés financiers et un recours important aux circuits informels. Ces fragilités sont renforcées par la fragmentation institutionnelle, des cadres juridiques obsolètes, une gouvernance déficiente et l'ampleur des flux financiers illicites. La BAfD recommande une approche graduelle fondée sur la diversification des recettes, le renforcement de la gouvernance et de l'État de droit, la modernisation des cadres réglementaires et financiers, le soutien au secteur privé, ainsi qu'un investissement accru dans le capital humain et les infrastructures afin de soutenir une croissance durable et inclusive.

Développement du port de la zone franche de Misrata par MSC et un fonds qatariens pour 2,7 Mds USD

Dimanche 18 janvier 2026 a eu lieu la cérémonie de signature d'un accord de partenariat stratégique visant à développer et à étendre le terminal portuaire de la zone franche de Misrata, retenant le projet porté par l'armateur italo-suisse MSC et son partenaire financier qatarien Maha Capital Partners LLC. L'accord prévoit la mise en

œuvre d'un projet de développement, d'exploitation et d'extension du terminal devant atteindre une capacité de 4 M de conteneurs par an, pour un investissement estimé à 2,7 Mds USD. Selon les médias libyens, ce projet pourrait générer des revenus d'exploitation allant jusqu'à 600 M USD par an, participer à la création de 8 400 emplois directs et environ 60 000 emplois indirects. L'accord a été signé en présence du Premier ministre du Gouvernement d'unité nationale (GUN), Abdul Dbeiba, du Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al Thani, ainsi que du vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères italien, Antonio Tajani.

Signature de plusieurs MoU entre le fonds de Belgacem Haftar et des partenaires européens

Belgacem Haftar directeur du Fonds de développement et de reconstruction de la Libye affilié aux forces de l'Est a signé le 14 janvier 2026 une série de 21 *Memorandum of Understanding* (MoU) avec des entreprises grecques lors du Forum libyo-grec pour la reconstruction et le développement. Harry Theocharis, vice-ministre grec des Affaires étrangères, a participé à cet événement. Le lendemain, Belgacem Haftar a également signé plusieurs MoU avec le président de l'entreprise italienne GKSD, Kamel Ghribi, notamment pour l'exploitation d'un centre d'oncologie et d'un centre médical à Benghazi et pour l'établissement d'usines de recyclages des ordures et de production d'électricité à Benghazi. Belgacem Haftar avait déjà signé le 11 septembre 2025, à Benghazi, des protocoles d'accord avec Kamel Ghribi et son entreprise GKSD dans les domaines de la santé, des infrastructures, des énergies renouvelables et de l'environnement.

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	48	49,2
Croissance du PIB réel, en %	1,9	15,6	4,2
Production pétrolière, en M b/j	-	-	-
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,1	1,8	1,6
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-4,3	-1,0
Solde courant, en % du PIB	-4,2	0,9	0,6
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,5	81,1

Source : WEO octobre 2025 (FMI).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.